

# Vigilance Soudan

[www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org)

[www.vigilancesoudan.org](http://www.vigilancesoudan.org)

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N° 161 - Octobre 2010

## Rendez-vous avec l'Histoire

**L**e Soudan s'apprête à vivre une phase décisive de son histoire. Le 9 janvier prochain, les Sudistes sont appelés pour la toute première fois à se prononcer sur le statut et l'avenir politique de leur territoire dans le cadre du référendum prévu par l'Accord de paix de 2005. Ce sera la dernière étape d'un processus conçu pour instaurer une paix définitive dans le pays. Nul ne sait néanmoins quelle sera l'option choisie à l'issue du scrutin : la guerre ou la paix?

### Objectif prioritaire

Depuis six ans, cette échéance est un objectif prioritaire pour la population du Sud meurtrie par des décennies de guerre infligées par le Nord, les destructions et les pertes en vie humaines, les privations, le sous-développement et le manque de tout. Le Gouvernement de Béchir, musulman, intolérant, impitoyable est considéré comme l'unique responsable de cette tragédie et de tous les maux qui affectent le Sud. Il n'est donc plus question de différer la date fatidique qui brisera les chaînes de la soumission au Nord et le conduira vers l'aventure de l'indépendance. Le Sud sera libéré de l'emprise séculaire de ceux qu'il appelle « arabes », et sont, depuis le condominium, les maîtres du pays. Le Soudan ne sera plus le même après le 9 janvier 2011.

### Abyei

Or le temps presse, le Nord n'a pas respecté les échéances et des voix s'élèvent pour mettre en garde les deux parties contre le risque d'une reprise des combats. En réalité, selon les accords de paix de 2005, le CPA, deux référendums auront lieu le même jour : en même temps que les Sudistes se prononceront sur leur avenir, les habitants d'Abyei qui choisiront l'union

avec le Nord ou le rattachement au Sud. Le statut d'Abyei, à la frontière Nord-Sud, est l'objet de convoitises et de tensions dues aux impressionnantes réserves de pétrole que contient son sous-sol. Le CPA exigeait qu'une commission spéciale s'occupe du tracé de sa frontière. Le parti au pouvoir, le parti du Congrès National, PCN, rejeta les conclusions de la commission ad hoc dès juillet 2005 et s'adressa à la Cour d'arbitrage de La Haye dont il promit de respecter les décisions. Aujourd'hui, après les avoir acceptées, Khartoum conteste les décisions de la Cour rendues en 2009 et bloque le processus de préparation du référendum d'Abyei. L'autre sujet de discorde concerne le statut des électeurs d'Abyei entre Dinka et arabes transhumants que le Nord ne veut appliquer. Une rencontre vient de s'achever à Addis-Abeba sur un échec ; une seconde est prévue fin octobre.

### Reprise des combats ?

Le temps presse, bien des questions demeurent sans réponse, les esprits s'échauffent, on parle de reprise des combats si les dates ne sont pas respectées pour cette double consultation. Des troupes se masseraient aux abords de la frontière, des provocations ont eu lieu à Abyei de la part de soldats du Nord qu'on accuse d'être manipulés par Khartoum pour entretenir un climat de violence et menacer les efforts de paix. Ni les Monts Noubas, ni le Haut Nil Bleu ne feront l'objet d'un semblable référendum alors qu'ils avaient manifesté leur désir de rejoindre le Sud. Rattachés malgré eux au Nord, ils se considèrent comme les grands oubliés de cette consultation, eux qui avaient soutenu le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, le MLPS, pendant la guerre civile et subi les représailles impitoyables de Khartoum pour avoir

pactisé avec l'ennemi.

Le MLPS souligne que le scrutin d'Abyei ne peut être dissocié de celui du Sud, qu'il n'est pas question de le différer. Il organise donc seul son référendum tandis que le PCN clame que cela est contraire à l'accord de Paix—alors même qu'il n'a cessé de le bafouer ou d'en empêcher son application à maintes reprises. Conscient de l'enjeu de ces consultations dont il redoute les résultats, Khartoum fait tout pour ralentir, voire empêcher, la marche du Sud vers l'indépendance. Les difficultés entre Nord et Sud augmentent tous les jours.

### Issue des tensions

Nul ne sait quelle sera l'issue de ces tensions. Si le Sud accède à l'indépendance, le rêve d'un pays libre et démocratique deviendra réalité. Il faudra alors mettre en oeuvre toutes les énergies nécessaires afin d'établir un Etat fiable, juste et souverain où des citoyens libres jouiront tous des mêmes droits que respecteront désormais leurs nouveaux dirigeants. Des règles éthiques incontournables devront être élaborées pour que tous se soumettent aux mêmes droits et aux mêmes devoirs, quel que soit leur statut dans la société. Les exactions et corruption des instances institutionnelles (exécutif, législatif, armée, justice, police) ne seront plus tolérables dans un nouveau Soudan. Khartoum tentera bien entendu d'exploiter les innombrables dissensions entre Sudistes selon son éternelle devise du « *diviser pour régner* ». Aux Sudistes de rester vigilants, de définir leurs objectifs communs et de se focaliser sur leur projet de société.

*Elias*

SOMMAIRE  
en page 8

## Référendum : guerre ou paix ?

Les observateurs les plus optimistes souhaitent une solution durable au conflit Nord-Sud mais ne peuvent s'empêcher d'imaginer le pire. Tous les ingrédients sont présents pour la reprise des combats. Si l'Accord de paix de 2005 n'a pas été respecté, pour les Sudistes, le référendum du 9 janvier sur le statut de leur territoire reste une date incontournable que peu envisagent de voir différée sous peine de soulèvements. Il ne fait aucun doute que le Sud votera pour l'indépendance. La question est de savoir si Khartoum lâchera le Sud sans contrepartie. Kiir a franchement appelé à voter pour la sécession ou la « décolonisation » puisque les cinq années écoulées ne l'ont pas convaincu que le Sud avait intérêt à se maintenir au sein d'une union nationale sans avenir. Les Sudistes resteront toujours cette sous-catégorie méprisée par Khartoum. Il a aussi alerté son peuple sur l'éventualité d'une élimination des responsables sudistes. Il a vilipendé le NCP pour non-respect de l'Accord de Paix de 2005, notamment en matière de ressources pétrolières dont le Sud ne reçoit que 26% des 50% promis. Il a oublié de mentionner la corruption qui a gangrené son gouvernement, son parti et le Sud en général depuis 2005.

En attendant, les préparatifs pour le référendum sont en cours. Le juge Chan Reec Madut, Président du Bureau pour le Référendum au Sud Soudan basé à Juba, a déclaré qu'une somme de 370 millions de dollars a été votée par la Commission sur le référendum et que l'IFES (International Foundation for Electoral Systems) a été chargée de la logistique et de l'organisation du référendum. Khartoum n'interviendra pas dans ce domaine. Il est prévu que les électeurs s'inscrivent du 14 novembre au 4 décembre, les listes électorales devant être closes le 31 décembre dernier délai. Il reste moins de 90 jours pour boucler ce projet, 90 jours de fortes tensions et de surprises. Le programme détaillé des opérations a déjà pris beaucoup de retard mais les Sudistes sont convaincus que tout sera prêt pour le jour décisif (ST, 5/10/10).

De son côté, Béchir a affirmé avec force qu'il « n'accepterait pas une alternative à l'unité malgré son soutien à l'Accord de paix », discours totalement incohérent puisque l'essence même du référendum rend possible la partition du pays. Khartoum souffle le chaud et le froid dans un effort désespéré pour garder sa mainmise sur le Sud. (AFP, 12/10/10). Le PCN espère diviser le GoSS sur la structure et les dates des référendums. Pour Kiir, les deux sont inséparables et doivent se tenir le même

jour. Certains sudistes pensent qu'il vaudrait mieux sacrifier Abyei trop éloigné au nord afin de sauver leur propre consultation électorale. Khartoum tente d'exploiter les divisions au sein du MPLS pour retarder la mise en place des structures indépendantes du Sud (si le vote en décidait ainsi). Certains au PCN envisagent même une période transitoire de 5 ans avant de donner au Sud une indépendance totale, ce que les Sudistes n'accepteront jamais bien entendu. Les frères ennemis et dissidents du MLPS sont pardonnés et réintégrés dans le mouvement pour contrer la stratégie de Khartoum du « diviser pour régner », tels Lam Akol ou Bona Malwal (AC, 8/10/10). Obama s'est exprimé sur la nécessité d'un vote juste à la date prévue et a mis Khartoum en garde contre toute tentative de différer le référendum. Sans plus. La Chine s'inquiète d'un embrasement en cas de scission du Sud car ses intérêts notamment pétroliers seraient alors sérieusement menacés.

Une délégation œcuménique s'est rendue à New-York et aux NU pour informer des risques de violence que pourraient provoquer les résultats des référendums favorables à l'indépendance du Sud. Beaucoup d'innocents vont mourir dont ils se font d'avance les porte-paroles. Ils veulent alerter les NU, ceux qui ont soutenu et signé l'Accord de 2005 car il est loin d'avoir été appliqué. Ils estiment que le NCP d'Al Béchir ne l'a pas respecté, qu'il a tout fait pour ralentir la mise en œuvre des diverses mesures, bloquer le vote et tenter de truquer les résultats. Ils craignent que le référendum n'ait pas lieu car le Nord veut éviter la séparation du Sud pour garder sa mainmise sur le peuple et les innombrables richesses du sol.

MLPS et PCN s'accusent de déployer et masser des forces armées le long de la frontière Nord-Sud et de l'avoir parfois franchie au risque de mettre le référendum et la paix en péril. Kiir a d'ailleurs demandé à une délégation des NU en visite à Juba d'envoyer des troupes de l'ONU pour surveiller la frontière en prévision du référendum. Il suggère la mise en place d'une zone-tampon de sécurité. L'ONU n'est guère enthousiaste. Khartoum s'y oppose arguant qu'il s'agirait d'une violation de l'Accord de 2005. Outre leur présence au Darfour en collaboration avec l'Union Africaine, les NU ont déjà 10.000 soldats de la paix éparpillés dans le vaste Sud et sans grande efficacité pour parer à toute flambée de violence. Ils ne sont pas sensés surveiller la frontière mais veiller à l'application de l'accord de paix et contrôler les mouvements de groupes armés définis dans le cadre du cessez-le-feu. Le MLPS doute que le PCN laisse se dérouler paisiblement au Sud un vote libre. Des voix s'élèvent au Nord pour

dire que le référendum ne peut se dérouler tant que le tracé de la frontière, dont ils ne veulent pas, n'est pas défini. Pour le Sud, le référendum doit se dérouler, sans que le tracé de la frontière soit achevée. Le Nord ralentit la procédure en contestant une fois de plus les décisions de la Cour d'arbitrage alors que Khartoum avait demandé son intervention et promis qu'il se plierait à aux décisions de la cour: l'actualité montre que Khartoum ne tient pas ses promesses et traîne les pieds, alors que le temps presse, sur une question majeure, décisive et grave pour l'application de l'Accord de 2005. Kiir a annoncé que le Sud pourrait, quoi qu'il arrive, organiser seul son référendum. Le Bureau sur la Commission du Référendum est prêt à Juba. Riek Machar, à la tête d'une instance spécifique, (2011 Referendum Taskforce), est chargé de superviser l'infrastructure et l'organisation du référendum, de négocier l'après-référendum et de préparer l'administration du Sud à gérer intégralement les affaires de la région.

Contrairement à ce que certaines voix ont pu exprimer dans le Nord, il est hors de question de déclarer unilatéralement l'indépendance du Sud, ce qui pourrait devenir un casus belli, à moins d'y être contraint par la mauvaise foi et les blocages délibérés de Khartoum. Kiir a souligné que le Sud n'envisageait pas cette option mais que le référendum aurait lieu en bonne et due forme en utilisant les structures mises en place dans le Sud à cet effet. Le vote sera conduit sans l'intervention du Nord mais avec l'aide des NU et des pays amis. De plus, Khartoum a déclaré qu'il n'accepterait pas l'indépendance à la suite d'un référendum organisé seulement par le Sud sans son accord et sans sa présence. « Personne ne le reconnaîtrait. C'est contraire à l'Accord de Paix. Toute initiative sur son application doit avoir l'accord des deux parties » souligne le PCN. Dans ce parti, certains avouent chercher à affaiblir les séparatistes au sein du MLPS bien que la tendance générale soit largement en faveur de l'indépendance au sein du mouvement. Khartoum cherche à exploiter la division, ce qui a poussé Kiir à pardonner à tous ceux qui avaient fait scission dans le MLPS au moment des élections du printemps. Pressentant la menace, Kiir leur a pardonné tous leurs crimes et les a libérés de toute poursuite judiciaire les invitant à rejoindre les rangs de l'ALPS (ST, 9/10/10). Cette mesure ne jouera pas en faveur d'une justice fiable mais permet au contraire d'instaurer officiellement l'impunité pour tous ceux qui se sont rendus coupables de rébellion, de trahison et de crimes. Le futur Sud Soudan aura besoin de placer un système judiciaire fiable et irréprochable muni d'un code éthique inébranlable pour éviter toute dérive au sein d'une société en quête de repères. Ignorer cette évidence serait dramatique.

## Abyei, une bombe à retardement

Les neuf jours de discussions menées à Addis Abeba sur le référendum d'Abyei se sont conclus sur un échec ce 12 octobre malgré la médiation américaine dirigée par Scott Gration. Abyei reste une zone convoitée par le Nord et le Sud en raison de ses importantes ressources pétrolières. Elle subit régulièrement de vives tensions communautaires entre Dinka Njok sudistes et éleveurs arabes Misseriya venant du Nord avec leurs troupeaux. Les conflits sur l'accès aux pâturages et à l'eau se sont soldés depuis 2005 par des centaines de morts.

PCN et MLPS se sont mutuellement rejeté la responsabilité de cet échec. Le litige a porté sur les conditions d'éligibilité et le statut de citoyens d'Abyei et des Misseriya qui ne se rendent à Abyei qu'à la saison sèche pour y faire paître leurs troupeaux. Or, les frontières du territoire ont été redéfinies par la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de la Haye en juillet 2009 : des champs de pétrole ont été cédés au Nord tandis que le Sud a gagné de vastes terres arables et un puits de pétrole important mais les frontières n'ont toujours pas été définies sur le terrain. Khartoum refuse aujourd'hui ce tracé alors qu'il s'était engagé à le respecter! Les éleveurs Misseriya menacent de ne pas en tenir compte. Lors des pourparlers, pour le MLPS, la CPA indique que les Misseriya ne peuvent voter sur des territoires attribués aux Dinka Njok. Or, le PCN maintient aujourd'hui qu'Abyei appartient aux Misseriya sans autre forme de compromis, violant la décision de la CPA. Comme nous l'avons dit, les deux parties sont en désaccord sur le tracé de la frontière défini par la CPA. Ce désaccord a abouti à la suspension des pourparlers et le MLPS accuse Khartoum de bloquer la situation au point de menacer la paix. Selon le PCN, le MLPS n'aurait pas accepté les propositions du médiateur (que beaucoup trouvent étrangement consensuel à l'égard de Khartoum) à savoir que seuls ont le droit de voter les individus qui ont vécu à Abyei 200 jours par an au cours des trois dernières années. Khartoum est accusé d'installer massivement des Misseriya sur le territoire d'Abyei afin d'influencer le vote, ce que les autorités démentent avec force. Les habitants d'Abyei doivent se prononcer sur le futur statut de leur territoire : rejoindre soit le Kordofan, dans le nord, soit le Bahr el Ghazal, dans le sud, ce dernier étant soumis le même jour, le 9 janvier 2011, à un référendum demandant à sa population si elle souhaite maintenir l'unité avec le Nord ou opter pour le scission et l'indépendance. Une prochaine rencontre doit se dérouler du 27 octobre au 5 novembre à Addis

Abeba. Salva Kiir devrait y participer ainsi que son homologue, Ali Osman Mohamed Taha vice-Président du gouvernement central. Cette rencontre serait contrôlée par l'union africaine, dirigée par l'ancien président Thabo Mbeki.

Il est à craindre que le référendum sur Abyei ne puisse se dérouler à la date prévue. La commission ad hoc n'a toujours pas été nommée. Les deux parties estiment cependant que la date butoir du 9 janvier reste possible sinon l'échéance d'avril 2011 reste ouverte car elle marquera la fin du processus prévu par l'Accord de Paix. Il n'est pas sûr que les sudistes acceptent de patienter davantage (ST,13/10/10) Les rumeurs de reprise du conflit nord-sud se multiplient si aucun accord n'est trouvé. Des coups de feu ont été tirés lundi 11 octobre dans le centre d'Abyei par 4 soldats du Nord membres des unités jointes intégrées. Le Sud accuse Khartoum de terroriser la population pour déclencher un conflit et de menacer la paix.

## Droits de l'Homme

Les élections d'avril 2010 ont été suivies par des flambées de violence et violations des droits humains surtout dans les zones où les candidats du MLPS furent conspués par des candidats et des groupes qui contestèrent les résultats des élections notamment dans les États de Jonglei, du Haut Nil et du Haut-Nil Ouest. Des échauffourées se sont produites entre civils et l'ALPS dans les États du Bahr El Ghazal ouest, de Warrap et des Lacs. Des dizaines de personnes ont trouvé la mort dans ces conflits et des milliers d'autres ont été déplacées comme dans le Haut Nil le 6 mai dernier. L'ALPS a souvent été accusée d'exactions à l'égard de civils (meurtres, viols et incendies volontaires) en guise de représailles contre les miliciens dissidents du MLPS-DC (Democratic Change). Les exactions se sont poursuivies jusqu'en juillet et août. La conduite de l'ALPS laisse présager un comportement irresponsable pour l'avenir du Sud soi-disant démocratique. D'une autre nature, les conflits pour vol de bétail et accès aux pâturages et à l'eau ont fait de nombreuses victimes dans un cycle infernal de représailles. L'UNMIS a dénombré 60 incidents de ce type entre avril et juin dans les États précités, certains se prolongeant encore en août.

Par ailleurs, les exactions de l'Armée de Résistance du Seigneur, ARS se sont poursuivies dans le sud-ouest en Equatoria Occidentale. La route entre Yambio et Tambura a été le théâtre de plusieurs attaques de l'ARS contre des véhicules faisant plusieurs morts, y compris des véhicules des Nations-Unies.

La violence dans le Sud semble encouragée

par la faiblesse et l'incompétence du système judiciaire. La police et le personnel judiciaire sont largement sous-représentés et sans formation solide. La justice n'offre aucune alternative convaincante si bien que l'impunité est de mise. Une culture de l'impunité règne en effet au sein de l'ALPS qui refuse de coopérer avec la justice civile. Quelle surprise d'apprendre en juin que la Haute cour de l'État des Lacs avait reconnu coupables trois soldats de l'ALPS pour cambriolage à main armée, condamnant deux d'entre eux à cinq ans de prison. Cependant, l'absence générale de juges et de procureurs pour des raisons d'insécurité dans les régions perturbées par les violences limite les efforts pour rendre justice et faire respecter l'ordre public. Une justice efficace devrait être une priorité au Sud Soudan après le référendum. Au nord d'Abyei, des policiers sud soudanais ont été tués en juin par des Misseriya lourdement armés : les armes restent un problème dans cette région où la situation peut basculer à tout moment dans une escalade de violence illimitée (UN Human Rights Council 09/10).

## L'Armée de résistance du Seigneur

L'ARS menace toujours la sécurité dans le sud-ouest de la région. Ces rebelles insaisissables poursuivent leurs exactions dans l'Equatoria occidentale, se déplaçant vers et entre la RDC et la République centrafricaine. On les a même retrouvés en route vers le Tchad et le Darfour à des milliers de kilomètres de l'Ouganda d'où le mouvement est originaire. Selon l'archevêque Juan Aguirre Munos, évêque de Bangassou, ils ont attaqué les villes de Yalinga et Birao en République centrafricaine. Nombreux jeunes garçons et filles furent enlevés. Un espoir était né en mai dernier avec les déclarations offensives d'Obama de mettre un terme à la barbarie de ce groupe, assorties de la loi sur le désarmement de l'ARS. Le 15 octobre, l'Union Africaine a tenu une réunion à Bangui avec les ministres de la défense de l'Ouganda, du Soudan, de la RD Congo et de la République Centrafricaine. Ces derniers ont exploré la possibilité d'une brigade militaire à laquelle participeraient les États concernés par l'ARS. Sans nouvelles plus précises, on pense qu'il s'agit du ministre du gouvernement central du Soudan, accusé de soutenir l'ARS. En attendant, les populations vivant dans la terreur le long des frontières sud-ouest du Sud Soudan se protègent ... avec des arcs et des flèches.

*Elias*

## Les Nations-Unies s'efforcent d'empêcher la guerre

### Salwa Kiir toujours ambigu

Lors de l'Assemblée générale, le second vice-président, Ali Osman Mohammed Taha, assura que son pays accepterait la décision du Sud, quelle qu'elle soit. Il n'a pas mentionné Abyei. L'opposition, divisée, semble se taire. Les Américains ont dit au premier vice-Président, président du Sud Soudan, Salwa Kiir, qu'ils ne pourraient garantir leur soutien sans accord sur le pétrole fait avec le Nord Soudan. Faut-il regretter qu'il ait annoncé aux Soudanais qu'il voterait pour l'indépendance ? Cela lui enlèvera-t-il un moyen de composer ?

### Un message fort : le Conseil de Sécurité des N.U. au Soudan

Le but de la visite fut d'envoyer un message fort – au moins des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France- contre les efforts de Khartoum d'obstruer le vote dans le Sud et à Abyei. Les Chinois avaient combattu pour obtenir le report du référendum ou au moins un accord pour une période de transition entre le vote et la sécession. Obama, l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne aident l'Armée de libération du peuple soudanais (Alps) à se transformer en armée professionnelle. Le Sud aurait le soutien de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Ouganda et peut-être surtout celui des Etats-Unis. Les rebelles darfouris, très sollicités par les Sudistes, craindraient beaucoup le gouvernement. La consultation qu'Abd el Wahid el Nour doit tenir à Paris est très attendue. Une autre inconnue est la quantité de Darfouris venus se réfugier au Sud ; contrairement à ce que l'on pense, ce ne serait pas des gens du Nord envoyés en sous-main par le gouvernement. Pour certains, ils seraient l'immense majorité des gens du Nord venus au Sud, une majorité influant en faveur de la sécession.

Au Darfour, le Conseil tint un meeting fort chaud avec le gouverneur du Darfour Nord. Il était attendu par des protestataires « pro-gouvernementaux », brandissant des bannières dénonçant l'accusation de Béchir par la Cour pénale internationale (CPI). Le gouverneur condamna la décision de la CPI et demanda qu'on en retire immédiatement le dossier du Darfour, comme requis le 27 septembre par le Soudan. Susan Rice, représentante des Etats-Unis, répéta leur soutien à la CPI qui veut connaître

le responsable des crimes commis. Elle s'informa des actions entreprises par le gouvernement soudanais pour poursuivre les responsables. Le gouverneur répondit que les USA n'étaient pas membres de la CPI pour s'y intéresser et que la justice soudanaise avait poursuivi 21 personnes et puni les coupables d'atrocités – ce dont on n'a pas entendu parler sérieusement.

Au Sud-Soudan, Salwa, son président, a appelé le Conseil de Sécurité au déploiement de troupes NU à sa frontière avec le Nord. Selon les renseignements de l'Alps, d'après *Africa Confidential*, 10 unités de 10 000 hommes de l'armée soudanaise se trouveraient à la frontière Nord du Sud. Salwa fit appel à de nouvelles troupes des NU, plus efficaces que l'Unmis dont les performances furent très décevantes. Les Sudistes espéraient que ces troupes ne seraient pas composées d'hommes sympathisant avec Khartoum à cause de leur religion ou des intérêts pétroliers de leur pays. Khartoum refuse totalement cette demande. L'Alps se rend en zone pétrolière sans que nous ne connaissions le nombre des mutés. **Un résultat, après les élections, serait que le Nord ferme le robinet de l'oléoduc, le Sud n'aura plus de ressources financières.**

A Khartoum, un groupe de 40 Sudistes, agitant des bannières et répétant des slogans pour l'indépendance, se portèrent contre un rallye de 2000 personnes soutenant le président. La police intervint, battant les manifestants sudistes (Reuter, AFP, 09 10).

Que Scott Gratien, envoyé spécial américain au Soudan, y reste jusqu'au référendum, le fait-il espérer ? Béchir déclara au Parlement le 12 octobre : « *En dépit de notre engagement envers le CPA, nous n'accepterons pas d'alternative à l'unité* ».

### L'opinion publique opposée aux anciens accords sur les eaux du Nil

#### Une cause de la guerre du Sud et du référendum

■ *Mustafa A. Mukhtar* - Sudan Tribune 06 08 2010 Traduit et résumé par VS.

En dépit de la position officielle en faveur des accords de 1929/59 entre Egypte et Soudan, la majorité silencieuse des Soudanais favorise le partage des eaux entre tous les Etats riverains, comme ce fut signé en mai 2010, les gouvernements d'Egypte et du Soudan exceptés.

**La majorité silencieuse juge ces**

**accords déraisonnables**, restreints aux deux Etats signataires qui ignorent les droits des autres en donnant le droit de veto à l'Egypte contre tout développement dû aux eaux du Nil dans les autres Etats.

**Ces accords sont humiliants** pour le peuple soudanais (*carte P. 5*). Celui de 1929 en faveur de l'Egypte, avait autorisé celle-ci à construire le barrage de Jebel Awlia sur le Nil Blanc, pour emmagasiner les eaux et contrôler leur flux. Devenu obsolète après la construction du Haut-Barrage d'Assouan, il fut rendu au Soudan. Le barrage avait inondé des millions d'acres de terres fertiles, son réservoir a 600 km de long et en moyenne, 3 de large. Les personnes déplacées par ce barrage se plaignirent d'une compensation inadéquate offerte par l'Egypte. Le réservoir causa des conditions d'environnement désastreuses et une recrudescence des maladies. Tous les projets planifiés ou existants d'irrigation par pompes requièrent désormais des forages importants, augmentant beaucoup leur coût. Le réservoir causa une évaporation majeure, charge imposée par l'Egypte au Soudan qui paye le coût pour tout.

Pour construire le Haut-Barrage, en 1952, l'Egypte décida d'inonder les villes et villages soudanais à 200 km au sud de sa frontière et d'établir ailleurs 50 000 Nubiens vivant sur cette terre qui contenait la plus ancienne civilisation africaine. Cette décision, prise sans informer le Soudan, fut connue de façon certaine par un article de *Al Ahram*, cas sans précédent dans l'histoire des relations entre Etats. En 1958, le coup d'Etat qui amena le général Abboud au pouvoir, apporta 4 années de disputes entre les deux pays. Le Soudan dut s'incliner. La ville d'Halfa, coeur de la civilisation nubienne, était connue pour ses antiquités non encore explorées. L'Egypte donna une compensation de 150 millions de livres, moins que 30 % de la valeur des bâtiments, sans tenir compte de la valeur des sites engloutis. Tout est symbole de l'arrogance égyptienne.

**Elle prône l'exploitation du faible par le fort** - L'Egypte exploita la faiblesse des institutions du Soudan. Durant les négociations, la délégation soudanaise manquait de tout pour comprendre les conséquences de ses décisions. L'accord établissait que les deux pays partageraient également les pertes dues à l'évaporation des eaux du Haut-Barrage estimée à 10 000 m3 par an. Ainsi les Soudanais acceptèrent l'inacceptable :

-L'Égypte seule planifia, finança, construisit et fit fonctionner le Haut-Barrage pour son seul bénéfice. Ce barrage fut construit pour la protéger des manques d'eau les années de disette, autrement un barrage beaucoup plus petit eût été suffisant pour empêcher le Nil d'aller à la mer et profiter de ses eaux. Un choix bien meilleur eût été de contrôler les eaux du Nil en Éthiopie et en Ouganda; quatre pays en auraient bénéficié, l'Éthiopie et l'Ouganda, en générant de la puissance hydro-électrique, le Soudan et l'Égypte, en recevant un flux contrôlé. Cette option fut rejetée par les Égyptiens qui purent convaincre le Soudan de partager les pertes d'évaporation avec eux. Elle utilise 78% des eaux; la simple logique eût voulu que les pertes dues à l'évaporation soient partagées dans les mêmes proportions.

-Selon l'accord, les deux pays mettraient en oeuvre des projets de conservation pour accroître les flots du Nil, coût et bénéfices étant partagés également, même si l'Égypte seule le demande. En acceptant cette clause, le Soudan donna à l'Égypte des ressources gratuites. Les pertes en eau auraient dû être une réserve pour le Soudan qui aurait pu les utiliser quand le besoin s'en fait sentir. Pour le canal de Jonglei, non terminé à cause de la guerre au Sud, l'accord ne tint aucun compte des personnes habitant sur les rives du Nil, les marécages du Sudd seraient drainés sans études préalables. (VS : *L'entreprise Grands Travaux de Marseille voulut appliquer des principes signés par le Soudan. Ainsi, quand le canal arrivait à la traversée des oueds, elle tenait à assurer le passage des troupeaux etc. Le gouvernement refusa. Le canal commencé, les études furent faites par les Néerlandais qui demandèrent des modifications, acceptées.*)

**et la mauvaise foi** - L'accord donna à l'Égypte la part du lion lui accordant en 1958, près de 4 fois l'eau donnée au Soudan, 78 m<sup>3</sup> contre 22. Selon les règles internationales, l'eau devrait être partagée en considérant les éléments existants ou potentiels, l'utilisation efficace, économique, et la population. Ce dernier point étant seul favorable à l'Égypte, aurait conduit à une part beaucoup plus petite pour elle. Au contraire, elle encourage une utilisation inefficace des eaux en favorisant des projets dans des sols pauvres, à Toski, dans la Nouvelle vallée, au Sinaï, à l'ouest du delta, empêchant d'en faire d'efficaces au Soudan. Recevant une

petite partie des eaux, le Soudan est responsable comme l'Égypte de leur mauvais partage avec les autres États riverains. Il devrait être neutre car il est à la fois une source et un utilisateur des eaux, ses frontières partagent des tribus avec ses voisins. Il devait jouer un rôle dans le lien créé entre les riverains. Mais ces accords ont fait de lui, un second de l'Égypte que l'on ne regarde pas.

### Ils menacent la sécurité de l'eau

- L'article 5-2 de l'accord dit que « *si d'autres États riverains demandent une partie des eaux et que les négociations conduisent à les approuver, le montant de l'acceptation sera partagé par les deux Républiques en parts égales* ». La part du Soudan serait réduite à 8,5 milliers de m<sup>3</sup>, celle de l'Égypte à 55, 5 ! Le Soudan perdant 5 milliers de m<sup>3</sup> par les pertes dues à l'évaporation, en excluant l'usage domestique, le restant pour l'irrigation sera de 3 mille m<sup>3</sup> ce qui le contraindra à abandonner la majeure partie de ses projets. Tel n'est pas le cas pour l'Égypte.

### Le Droit de veto de l'Égypte lui a donné le pouvoir de retarder le développement du Soudan.

Ainsi en 1925, il retarda la construction du projet de la Gézira et du barrage de Sennar pendant 4 ans. Le prix payé fut l'autorisation de construire le barrage de Jebel Awlia. Dans les années 50, la construction du barrage de Roseires et du projet d'irrigation de Managil attendirent 10 ans, jusqu'à ce que le Soudan approuve l'inondation de Wadi Halfa.

### (Une clause de l'accord fut une des causes de la guerre du Sud qui dura 20 ans, provoqua la mort de millions de personnes, des destructions partout et entraîne aujourd'hui un référendum qui peut séparer le Soudan en deux.)

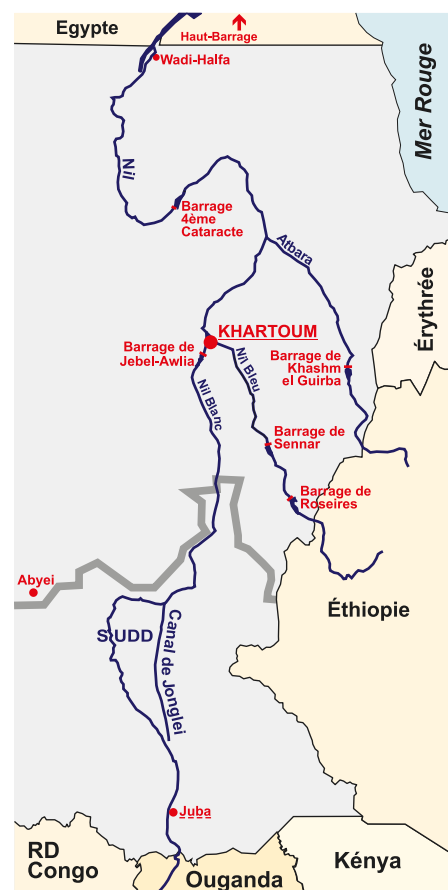
- L'accord de 1959 donna le droit à l'Égypte de créer des projets au Sud-Soudan pour sauver l'eau perdue dans les régions marécageuses, 7 mille mètres<sup>3</sup> dans le Nil Blanc, grâce au canal de Jonglei. Le but de ce projet mis en oeuvre par l'Égypte, le Soudan réglant la moitié des frais, était de récupérer autant d'eau que possible des marécages, sans qu'elle bénéficie aux gens du lieu, persuadés que l'eau serait emportée par le Nord, leur environnement détruit, eux-mêmes privés de leur économie, conduits à la misère et à la mort.

**Leçons amères** - La mauvaise foi et la déraison ne peuvent jamais être la base d'un accord perpétuel, la résistance du

Soudan persistera. Les accords de 29/59 ne dureront pas. Le Soudan doit être actif, sinon il sera le grand perdant du Bassin du Nil. La pauvreté en eau est un concept mal utilisé. Le seuil de 1000 m<sup>3</sup>/an couvre le montant d'eau nécessaire à l'usage domestique, la production de nourriture et les industries. Le concept d'eau « virtuelle » fut créé pour montrer que l'eau peut être échangée contre des marchandises. La seule part fixe du seuil, les besoins domestiques, ne dépasse pas 50 m<sup>3</sup> par tête et par an. Le Nil est le plus long fleuve, c'est un inconvénient car il doit satisfaire les demandes de 9 États riverains. La pauvreté en eau est la norme du bassin. Égypte et Soudan continuent à dire que leurs parts des eaux du Nil est une ligne rouge qui ne devrait pas être franchie. De telles lignes rouges ont un effet très négatif qui affecte de bonnes négociations.

*L'auteur travaille au Canada. Il fut VIP au ministère de l'Irrigation au Soudan. Cette étude est remarquable. Nous regrettons qu'il tienne pour acquis l'intérêt de Khartoum pour la périphérie et qu'il ne parle pas du barrage de la 4ème cataracte.*

### Exploitation du Bassin du Nil au Soudan



## Attaques des forces gouvernementales contre des civils - 74 tués

Le 2 septembre, les janjawid attaquaient Tabra, un village Four où 74 civils furent tués et 97 blessés. La Minuad, à 12 km de là, à Tavila, fut incapable de venir les défendre. Les blessés y furent transportés mais la clinique MSF n'a que peu de capacité pour soigner les nombreux blessés graves. Après, on les conduisit à El Fasher. Le Centre Africain d'études pour la Justice et la paix, ACJPS, croit que ceci peut être qualifié de crimes de guerre, selon l'article 153-1-2 du code militaire soudanais. L'attaque eut lieu un jour de marché. Les janjawid y entrèrent comme des chalandes avant de tirer. **Des véhicules armés de mitrailleuses apparurent, encerclant les hommes. Ils les firent étendre et leur tirèrent à la tête. Certains furent attachés par des cordes, tirés par des véhicules jusqu'à ce que mort s'ensuive** (ST 18 09).

Le 5 septembre, les janjawid ont attaqué à minuit le camp d'Al Hamidiya, près de Zalingei, tuant 6 personnes déplacées. Selon l'un d'eux, la Minuad, force NU/UA au Darfour, appelée au secours, n'arriva que 3 heures plus tard quand l'attaque était terminée ; elle refusa d'autoriser la Croix-Rouge d'emmenager les blessés dans les hôpitaux où les autorités les arrêtaient. Après cela, le gouvernement dit ne pas être responsable (ST 06 09). Le 14 septembre, pour l'envoyé du Conseil des Droits de l'homme à Genève, ces méfaits devaient donner lieu à une enquête approfondie et transparente.

## Changement de cap du gouvernement ?

**Le 18 septembre, la première fois depuis le début de la guerre, le gouvernement reconnaissait sa responsabilité dans l'attaque des janjawid.** Le Conseiller du président, Ghazzi Salah Eddine, présenta ses condoléances aux parents des victimes, donna de l'aide aux personnes de Tabra, dit que le gouvernement prendrait toutes mesures pour poursuivre les criminels et les mener à un juste procès. Cet événement, dit-il, était le « commencement de la fin ». Khartoum sembla adopter une nouvelle stratégie pour terminer un conflit de 7 ans, par le retour des déplacés dans leurs villages, la collecte des armes illégales, la mise en oeuvre de projets de développement. Le gouverneur du Darfour Nord annonça aussi la formation de la commission d'enquête dirigée par un juge, composée d'un représentant de l'administration du Darfour, du département juridique de la police, l'armée, la sécurité de l'Assemblée régionale et de toutes les parties concernées. Il appela tous les témoins à coopérer (ST 18 09). Le 19 septembre, Béchir fit un discours sur la nécessité de la sécurité au Darfour en recommandant la protection des civils (ST 20 09).

**Pour nous, il s'agit de mettre en oeuvre la politique de Ghazzi Salah ed Dine, dont personne n'a entendu dire que la stratégie plus qu'à court terme n'est appliquée ; nous notons qu'il ne forme pas de commission d'enquête, et ne fait pas appel aux cours de justice hybrides recommandées par l'Union Africaine (ST 06 09). Le seul changement fut souvent, mais pas toujours, l'intervention de l'armée seule et non plus celle des janjawid.** \_

## Khartoum ne cède pas

**L'armée soudanaise a interdit le 8 septembre à la Minuad de se rendre à Tabra.** Elle dit qu'elle n'était pas derrière cette attaque ajoutant qu'elle avait tué 27 bandits qu'elle avait repoussés. La Minuad dit d'abord que l'ALS/AWN leur avait barré la route. Quand l'ALS dit qu'au contraire elle avait fait appel à la Minuad, celle-ci a rétorqué avoir été arrêtée par l'armée soudanaise. On ne peut compter sur leur dires, pas plus que sur ceux de l'armée soudanaise. Ban Ki Moon a critiqué le Soudan sur ses restrictions à la Minuad, contrairement au statut des Forces.

**L'armée de Résistance du Seigneur repoussée au Darfour-** Le 15 septembre, les rebelles du Mouvement pour la Libération et la Justice (LJM) ont fait trois prisonniers de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) au Sud Darfour, près de la frontière du Bahr el Ghazal Ouest et de la République Centrafricaine où celle-ci avait attaqué les positions du LJM. Les combattants de l'ARS donnèrent des informations intéressantes sur leurs connexions avec l'armée soudanaise ; les hommes qu'ils virent portaient l'uniforme et confessèrent être soutenus par l'armée. L'assistant du chef du groupe soupçonnait l'armée soudanaise de diriger l'ARS pour attaquer les rebelles. L'une d'entre eux affirme avoir été kidnappée en 2008 au Congo et depuis recrutée par l'ARS.

Le LJM se demande s'il a eu raison de participer aux pourparlers de Doha puisque le gouvernement les fait attaquer sans respecter le cessez-le-feu qu'ils avaient signé le 18 03. Cette bataille stupéfie les autres rebelles qui le pensaient allié à Khartoum (ST 16 09).

**Le Soudan refuse les arrangements des NU pour transporter Khalil Ibrahim, leader du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) au Darfour, et rejette le plan de Bassolé de l'y rencontrer.** (Une petite partie du Darfour est tenue par les rebelles du MJE). Le gouvernement dit sur tous les tons que Bassolé, médiateur des NU et de l'UA, ne pouvait le faire sans son autorisation, que Khalil, « un hors-la loi », pourrait retourner au Darfour quand il aurait signé un traité de paix. Quant à lui, Khalil dit qu'il devait consulter ses assistants au Darfour avant de retourner à Doha. Affaire manquée. Il est actuellement en Libye qui a oublié sa promesse de le renvoyer on ne sait où – ni au Darfour, ni au Tchad. La Lybie cherche à forger une nouvelle alliance entre le MJE et le LJM, oubliant le MLS/AWN.

**Nouveaux bombardements - 100 personnes tuées.** Le 21 et le 22 septembre, des bombardements et des attaques au sol de janjawid dans 4 villages, tuèrent plus de 100 personnes dont 55 écoliers, et brûlèrent les villages dans le Jebel Marra, selon l'ALS/AW. L'armée nia comme d'habitude cette attaque, mais reconnut que des rebelles avaient été tués sur des routes à Jawa et Déribat, au Darfour Sud.

**Le gouvernement s'attaque au MJE et surtout à l'ALS/AW, il voudrait en finir avant que commence la guerre du Sud.**

## Le Centre africain d'études pour la justice et la paix :

**Insécurité accrue liée aux « gardes des frontières »**

La situation se dégrade à Nyala avec la présence des incontrôlables Forces de Défense Populaire (FDP) et gardes frontières, anciens janjawid intégrés dans l'armée pour combattre les rebelles. Les civils sont souvent incapables de dire à qui appartiennent des hommes comme les gardes de frontières qui changent souvent d'uniforme ou n'en portent pas. Les autorités ont donné des explications différentes sur ces hommes.

Un porte-parole de l'armée dit à SUNA, agence gouvernementale d'information, qu'ils appartenaient pleinement aux forces armées. Une mission de ces forces pense que les autorités locales les considèrent comme la plus grande menace à la sécurité, outre les rebelles. Le gouverneur assistant du Sud-Darfour a dit à *Al-Sahafa* le 3 octobre, qu'il y a « quelque preuves que les FDP et eux furent impliqués dans le vol de la banque Tadamon le 28.09. Les citoyens sont souvent visés par ces groupes mais les gardes jamais poursuivis par les autorités.

- Le 13 09, les gardes de frontières menacèrent de tuer un homme qui leur donna de l'argent pour s'échapper.

- Le 17 09, un groupe que l'on pense appartenir aux mêmes gardes, tuèrent les fils de M. Koko, qui avait fait une paix entre Misseriya et Rizeigat.

- Le 28 09, un groupe de milice vola, l'arme au poing, le véhicule de l'ingénieur Abdel Gader Osman .

- Le 28 09 , un assaillant inconnu tua un leader déplacé, Abdallah Hamad ,dans le camp de Al Salaam.

- Le 29 09, des miliciens arabes jugés affiliés aux gardes, volèrent la banque Tadamon aux heures de bureau; vêtus sans uniformes, ils s'enfuirent, se tirèrent dessus avec la sécurité, s'emparèrent de tous les biens de la banque, 250 millions de Livres et revêtirent à nouveau des uniformes .

Ces événements montrent la complicité du gouvernement et son incapacité à poursuivre les crimes commis par les membres de l'armée

## Pétrole

La production de pétrole doit passer de 400 000 à 1 million de barils par jour d'ici 2013 (ST 09 09).

## Sanctions

La banque Barclays a accepté un accord à l'amiable avec la justice américaine qui lui reproche d'avoir procédé à des échanges commerciaux avec Cuba, l'Iran, la Libye, le Soudan et la Birmanie. La banque a déclaré avoir traité avec ces pays entre 1995 et septembre 2006. Elle doit payer une amende de 298 millions de dollars (La Tribune, 17 08).

La firme américaine Xe, mieux connue sous son ancien nom de Blackwater, va payer une amende de 42 millions de dollars pour avoir violé les règles sur les exportations d'armes entre 2003 et 2009, en particulier avoir entraîné des troupes au Sud-Soudan (Radio-Canada, Agence France Presse et Reuters 24 08).

## Économie

Le 30 septembre, le taux de change de la livre soudanaise a atteint au marché noir 3,20 livres pour un dollar contre 2,507 au marché officiel. Selon le ministre des finances, « l'augmentation du prix du dollar, a atteint 15% rien qu'en une semaine, à cause de rumeurs à propos du référendum sur l'indépendance du Sud ». Ces rumeurs portent sur la possibilité de partition du pays à la suite du référendum, la majorité des ressources pétrolières échappant alors à Khartoum. La banque centrale a alloué davantage de devises aux banques pour contrer cette hausse (ST, AFP 30 09). La banque centrale reçoit 40 à 45 % des devises disponibles, le reste allant au Forex. Elle espère que cette intervention va abaisser le taux au marché noir entre 2,60 et 2,70 livres pour un dollar (ST 5 10). Quelques jours auparavant, un programme de restriction des importations avait été annoncé à Khartoum, afin de reconstituer les réserves en devises du Forex. Sont visées principalement les biens de consommation non alimentaires (ST 19 09). Le ministre des finances du Sud Soudan a expliqué les mesures prises pour assurer la stabilité de la monnaie du Sud Soudan. Mais il semble que néanmoins, sa valeur tende à diminuer, avec l'inflation due à l'injection importante de monnaie provenant des ressources pétrolières (ST 3 10).

Le ministre des affaires étrangères dénonce l'attitude des États-Unis pour empêcher le Soudan de bénéficier des programmes de réduction de dette. Le Soudan cherche l'appui du Royaume-Uni, qui malgré sa politique, cherche à augmenter ses investissements au Soudan. Pour le FMI, le Soudan doit mieux contrôler les emprunts et pour la Banque Mondiale réduire l'intervention bureaucratique de l'État et

accroître la responsabilité et la lutte contre la corruption (ST 06 09, 13 09).

La Slovaquie annule sans conditions la dette du Soudan d'un montant de 40 millions de dollars, soit environ 1 pour mille de la dette extérieure du pays. La Slovaquie apporte une aide humanitaire au Soudan et cherche à y développer ses exportations (ST 12 10). La dette extérieure a été estimée par le FMI à 35,7 milliards de dollars au 31 12 2009 et il est prévu qu'elle se monte à 37,8 milliards au 31 12 2010 (ST 02 09).

Le Soudan est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide extérieure humanitaire de l'Union Européenne, avec 115 millions d'euros. 3,6 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire au Darfour et 436 000 au Sud-Soudan, tandis que plus de 5 millions de personnes ont bénéficié de l'aide pour la santé et 1,3 million de personnes de l'aide pour la distribution d'eau, d'assainissement et de promotion de l'hygiène (rapport financier de l'UE, cité par le Quotidien, 28 09).

Le Soudan a un projet de production nucléaire d'électricité à partir de 2020. Au cours d'une visite à Khartoum, des représentants de l'International Atomic Energy Agency (IAEA) ont déclaré que cet organisme est prêt à aider le Soudan et ont recommandé la construction de deux petits réacteurs l'un pour la formation à la production d'électricité et l'autre pour produire des radio-isotopes. (ST 27 08). Cette aide est d'autant plus surprenante que le Soudan a toujours soutenu la politique de l'Iran face à la communauté internationale, en particulier l'AIEA.

Un accord a été signé avec l'Égypte pour autoriser des sociétés égyptiennes à cultiver jusqu'à 1 million de feddans dans le projet Gezira. Les sociétés égyptiennes doivent encore signer des accords avec le gouvernement soudanais (Reuters, 06 09). Selon l'International Food Policy Research Institute (Ifpri), depuis 2006, 9 millions d'hectares auraient été cédés en Afrique à des investisseurs étrangers et le premier pays concerné est le Soudan avec 3 millions d'hectares. Mais il y a beaucoup d'effets d'annonces, et on ne connaît pas l'ampleur réelle des « ruées vers l'or vert africain » (AFP 8 10). Cela fait penser aux mirages des années 70 où le Soudan devait devenir le grenier de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Contrairement aux pays voisins où les prix des aliments a notablement baissé à cause de bonnes récoltes, le prix du sorgho, aliment de base, est resté élevé, malgré une baisse récente (FAO, African Press Organization - APO, 27 09).

## Économie du Sud-Soudan

Le ministre des Finances du gouvernement du Sud-Soudan a accusé Khartoum de lui verser sa part des redevances sur le pétrole en monnaie locale ce qui a pour effet de

plomber les finances du sud qui manquent cruellement de devises fortes pour payer leurs importations. Le paiement en monnaie locale au lieu de devises étrangères est une stratégie «délibérée» du président Béchir, visant à assécher l'économie du Sud-Soudan à la veille du référendum d'indépendance de janvier prochain, a fait valoir M. Athorbei (AFP, ST 23 08). Cette information a été aussitôt démentie par le gouverneur de la Banque centrale (ST 25 08). Le 9 septembre, le ministre des Finances déclare que ces versements ont repris (ST 10 09).

Lors d'une visite à Juba, Obiageli Ezekwesili, Vice Présidente de la Banque Mondiale pour l'Afrique, a déclaré que la dépendance excessive du Sud-Soudan vis à vis du pétrole compromet son avenir et que le gouvernement doit développer d'urgence les autres ressources (ST 06 09). Le gouvernement du Sud-Soudan veut relancer les centres de recherche agricole pour soutenir le développement de l'agriculture, sur le modèle de ce qui se fait dans les pays voisins comme l'Ouganda (ST 26 09). « Doing Business », un projet de recensement de la réglementation pour les affaires a été lancé à Juba, pour aider à réaliser une politique favorable aux affaires. Des projets Doing Business soutenus par les États-Unis ont déjà été réalisés dans 40 pays (ST 3 10). La principale entreprise éthiopienne d'assurance va ouvrir une filiale à Juba. (ST 01 09).

Le programme d'amélioration progressive des routes a déjà commencé à produire des effets en permettant de réduire le prix de denrées comme les légumes, les fruits, les céréales et les conserves au marché de Konyo-Konyo, à Juba. «Avant cela pouvait prendre deux semaines pour un camion (de se rendre de l'Ouganda à Juba). Maintenant ça prend deux jours. Cela a contribué à la baisse des prix», affirme Hassan Mutebi, président de l'association des commerçants ougandais de Juba. La route de Juba à la frontière ougandaise sera complètement goudronnée à mi 2011 (AFP 4 10). Ces améliorations ne profitent qu'aux importations et non à l'agriculture locale.

## Armes

Le Sud Soudan acquiert 10 hélicoptères russes MI 17-V5, appareils de transport pouvant servir autant des buts civils que militaires. Chaque appareil coûte 75 millions de dollars. C'est le premier élément aérien acquis par le Sud-Soudan. La première livraison devait avoir lieu en août. L'armée du Soudan aurait reçu des assurances que ces appareils auraient un emploi seulement civil ; le gouvernement du Sud dément ces achats (CNN 27 08, 10 09).

**Jérôme DUMOULIN**  
Docteur en Economie

## Média

La publication du journal séparatiste du Nord *Al Intibaha*, l'alerte, est à nouveau autorisée. Il fut suspendu près de 3 mois pour avoir été l'avocat de la séparation du Sud. Son directeur général, Al Tayeb Mustafa, est un oncle de Béchir. Sa politique éditoriale vise à mettre en lumière les mauvais côtés du Sud. Sa devise est « *la voix de la majorité silencieuse* » qui veut conserver le caractère arabe et islamique du Nord ; il appelle au  *Jihad*  contre le Sud. Le Directeur Général a perdu un fils pendant la guerre du Sud, et nombre de ses critiques accusent sa mort de l'avoir poussé vers la sécession du Sud et de lui faire faire des remarques désobligeantes contre le Mouvement de libération du peuple soudanais, MLPS, en particulier Pagan Amun et Yasir Arman. Son journal fut le second le mieux vendu après le pro-gouvernemental, *Akhir Lahzah* (ST 03 10).

Le gouvernement a refusé de renouveler la licence de Montecarlo, un service de RFI en arabe, et de transmettre sur les ondes locales, sans fournir aucune explication. Il avait en juillet révoqué la licence de la BBC en arabe au Soudan depuis de nombreuses années. Il avait dit que la corporation importait des devises sans autorisation par la valise diplomatique. Le Réseau arabe pour l'information sur les Droits de l'Homme a déclaré à propos de la licence de Montecarlo que la décision entraînait dans une « *politique restrictive en escalade du gouvernement sur tous les médias.* » (ST 06.10).

## Commission des Droits de l'Homme des NU

**Mohammed Chandé, expert de la Commission, a rendu un rapport le 14 septembre** qui couvre de mai à août 2010.

**Au Nord**, la période d'après les élections connut la répression politique incluant arrestations et détentions d'activistes de l'opposition et de journalistes. Tourabi, leader du CCP, fut détenu sans charges 6 semaines, et 4 journalistes affiliés, furent condamnés de 2 à 5 ans de prison. L'un d'eux fut torturé. La sécurité détint 6 médecins pour avoir conduit une grève demandant de meilleures conditions de travail. L'un d'entre eux fut sévèrement battu et menacé d'une nouvelle arrestation s'il continuait la grève.

*Rai el Shaab* fut fermé le 16 mai et l'est encore, ses journalistes arrêtés. Le 8 juin, un ban fut annoncé, interdisant de parler d'eux. *Al-Intibaha* fut fermé aussi. La censure avant impression fut rétablie fin septembre 2009. L'article 39 de la nouvelle constitution intérimaire prévoit la liberté d'expression et de presse. La majorité de ces violations furent commises par la Sécurité. La nouvelle loi appliquée

le 28 01 10, lui donne des pouvoirs discrétionnaires malgré la constitution. Ses membres ne peuvent être poursuivis.

**Au Darfour**, Une détérioration de la sécurité eut lieu avec plus de 400 combats, en mai, des troupes gouvernementales contre le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE), et de ceux, sporadiques, contre l'Armée de libération du Soudan d'Abd el Wahid (ALS/AW), les plus meurtriers depuis l'arrivée de la Minuad. Des civils furent tués, déplacés, ou perdirent leurs maisons.

La violence armée, le banditisme, et la menace d'enlèvements continuent à rendre dangereux le travail de la Minuad et des ONG. Cinq soldats de la Minuad furent tués en mai, par des gens, soit non identifiés, soit portant un uniforme militaire. Deux soldats Minuad furent enlevés et relâchés 3 jours après, et 4 membres d'ONG enlevés et relâchés jusqu'à 100 jours après. Malgré plusieurs démarches de la Minuad au plus haut niveau de l'Etat, personne ne fut condamné pour ces crimes. Les conflits s'intensifièrent entre les tribus arabes Misserya et Nawabya, avec 200 morts en mai et juin, 2 mois plus tard 50 personnes étaient tuées. La Minuad compta 30 arrestations arbitraires faites par la Sécurité ou les renseignements militaires en mai et juin pour de longues périodes et en août 18 arrestations. Femmes et jeunes filles continuent d'être violées, moins de cas sont présentés à la police, ce serait dû à l'inaction de cette dernière. Fin juillet, à cause du processus de paix de Doha, des violents combats opposèrent les différentes opinions. Dix déplacés furent tués à Hamadiya et six prirent refuge auprès de la Minuad ce qui cause des problèmes avec le gouvernement.

*(Les violations des droits de l'homme au Sud Soudan sont rapportées par Elias).*

Les défenseurs des Droits de l'homme soudanais et étrangers se sont beaucoup émus que les arabo-africains, Ouganda, Tanzanie et Gabon exceptés, refusent de renouveler le mandat de Mohammed Chandé Osman, expert pour le Soudan (ACJPS, Cairo Institute for Human rights studies, Association des Avocats pour le Darfour et la FIDH 17 09). Mais **le mandat de Mohammed Chandé fut finalement renouvelé.**

## L'Eglise catholique prie pour la paix au Soudan

L'Eglise catholique a lancé une campagne de 101 jours de prières dans tout le Soudan avant le référendum qui pourrait conduire à la violence. Elle a, pour notre ami John Ashworth, leader des efforts oecuméniques dans le pays, «  *joué un rôle majeur en mettant le droit à*

*l'autodétermination au centre de l'accord de paix* » (AP 21 09).

## Dix-neuf hommes sont fouettés en public à Khartoum

Ils avaient porté des vêtements de femmes et furent aussi condamnés à 1000 Livres d'amende. Un juriste dit à Reuter qu'ils n'avaient pas eu d'avocat, car ces derniers avaient trop peur pour prendre leur défense. L'intolérance à l'homosexualité est une caractéristique du Soudan, Nord et Sud. Au Sud on dit que c'est une idée qui n'appartient pas à la culture indigène. L'article 148 du code criminel dit que le 3ème fois elle est punissable de mort ou d'emprisonnement à vie (Reuter, ST. 04 08).

## « Travailleurs du sexe » au Sud-Soudan

**Leur nombre s'accroît de jour en jour. Il y en a à Wau, Rumbeck, Aweil, comme à Juba. Le Sud-Soudan est gouverné par des cultures, mais selon un article de Sudan Tribune**, les chefs des communautés se plaignent que les « *travailleurs sexuels* » ont introduit dans le pays les relations sexuelles commerciales et que depuis le CPA, le Sud fut pris dans les cultures étrangères apportées par les enfants élevés à l'occidentale.

*Sudan Tribune* a interviewé des prostituées. Une femme arabe du Nord déclara que la vie de jeune fille à Khartoum était mauvaise. « *On n'est pas autorisé à sortir avec ses amis. On peut aimer quelqu'un sans le dire. Le corps a un besoin et on vous refuse de le faire.* ». Une femme ougandaise dit qu'elle vint à Juba pour s'enrichir par la prostitution, il n'y a pas d'autres possibilités. Pour une femme tanzanienne, c'est une grande chance de construire des maisons grâce à la prostitution. J'ai divorcé de mon mari tanzanien car la vie était trop dure pour nous, dit-elle. Une éthiopienne quitta son mari et nous parle de la difficulté d'utiliser des condoms. « *Il n'y a pas d'amour à Juba et seul l'argent peut tout prouver.* » Beaucoup d'entre elles vinrent au Soudan avec un Sud-Soudanais qui déclara qu'elle était sa femme (ST 5 10).

### SOMMAIRE

Rendez-vous avec l'Histoire, <i>Elias</i> .....	1
SUD-SOUDAN, <i>Elias</i> .....	2-3
AFFAIRES ETRANGERES	
Les NU s'efforcent d'empêcher la guerre.....	4
L'opinion publique opposée aux anciens accords sur les eaux du Nil, <i>Mustafa Mukhtar</i> .....	4-5
DARFOUR .....	6
PETROLE, ARMES, ÉCONOMIE, <i>J. Dumoulin</i> .....	7
DROITS DE L'HOMME .....	8